

Accusé de réception en préfecture : 006-220600019-20231006-lmc133043-DE-1-1

Date de télétransmission : 11 octobre 2023

Date de réception : 11 octobre 2023

DEPARTEMENT  
des  
ALPES-MARITIMES

République Française

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

*Séance du 6 OCTOBRE 2023*

DELIBERATION N° 3

**AFFAIRES FINANCIÈRES DIVERSES**

⌘⌘⌘⌘

Le Conseil départemental,

Vu le code général des collectivités territoriales dans ses 1ère et 3ème parties ;

Vu les instructions budgétaires et comptables applicables aux départements n°03-063-M52 et n°03-064-M52 du 4 décembre 2003 ;

Vu la délibération prise le 20 janvier 2023 par l'assemblée départementale adoptant le budget primitif 2023 du Département et celui des budgets annexes ;

Vu les demandes de M. le Payeur départemental du 14 septembre 2023 concernant l'apurement des créances les plus anciennes, destiné à améliorer la sincérité et la fiabilité des comptes ;

Vu les propositions d'annulation de créances éteintes présentées par le comptable public ;

Considérant que par courriers motivés des 23 décembre 2022, 20 janvier, 20 avril, 8 juin, 5 et 11 juillet et 29 août 2023, la Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes a transmis au Département plusieurs dossiers concernant des

demandes de remise gracieuse d'amende fiscale consécutive à une infraction à la législation régissant les autorisations de construire, régularisée entre temps ;

Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108 concernant les aides accordées par les États ;

Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret d'application n°2021-1947 du 31 décembre 2021 de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu l'arrêté rectoral n°2017-07 du 15 juin 2017 portant création de la Fondation Université Côte d'Azur (UCA), prorogé le 19 juillet 2022 pour une durée de cinq ans supplémentaires ;

Vu la convention territoriale d'exercice concerté relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, signée le 18 décembre 2018 avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, définissant les objectifs de rationalisation et les modalités de l'action commune des parties en matière de soutien aux projets d'enseignement supérieur et de recherche ;

Vu la délibération prise le 25 novembre 2022 par la commission permanente octroyant une subvention de fonctionnement annuelle de 20 000 € pendant trois ans à la Fondation UCA, pour son action d'ouverture et d'accompagnement vers la réussite éducative du collège à l'enseignement supérieur, destinée aux élèves prometteurs des collèges du réseau d'enseignement prioritaire ou assimilés ;

Considérant que l'Université Côte d'Azur a l'ambition de renforcer sa compétitivité et son attractivité pour se situer dans l'élite des universités européennes ;

Considérant que la création de la Fondation UCA constitue un acte d'ouverture à son environnement pour Université Côte d'Azur ;

Considérant que la Fondation UCA est l'outil stratégique de levée de fonds destinés au financement de projets innovants au service de son territoire ;

Considérant que les actions portées par la Fondation UCA sont en lien avec les politiques menées par le Département dans les domaines du numérique, de l'IA, de la santé, de la solidarité et de l'environnement ;

Vu la convention du 31 décembre 1999 relative au financement de l'association du Comité des œuvres sociales (COS) et ses avenants ;

Considérant le courrier en date du 13 septembre 2023 par lequel le COS sollicite une subvention exceptionnelle correspondant aux dépenses engagées dans le cadre de l'accueil des mineurs non accompagnés sur la période du 26 avril au 22 juin 2023 sur le site du Fort de la Drète ;

Vu la délibération prise par l'assemblée départementale du 20 janvier 2023 adoptant la nouvelle réglementation des aides aux collectivités ;

Vu les demandes de subventions sollicitées par les communes de Mouans-Sartoux et Roquebrune-Cap-Martin ;

Considérant qu'il y a lieu, par dérogation à la réglementation des aides aux collectivités, de participer au financement d'un ensemble d'équipements publics sur la commune de Mouans-Sartoux, au vu de l'intérêt départemental de ce projet ;

Considérant que cette opération correspond à un projet ambitieux de réaménagement du centre-ville de la commune destiné à l'amélioration des conditions d'accueil du public, particulièrement dans le domaine de l'accessibilité et la création d'équipements nouveaux ;

Considérant qu'il y a lieu, par dérogation à la réglementation des aides aux collectivités, de participer au financement d'un bassin de récupération des eaux de la source de l'Avenue de Bellevue sur la commune de Roquebrune-Cap-Martin, au vu de l'intérêt départemental de ce projet ;

Considérant que cette opération répond pleinement aux impératifs actuels d'optimisation et de gestion des ressources en eau sur le territoire départemental, notamment par le biais de la réutilisation des eaux de la source ;

Considérant que le 8 septembre 2023 le séisme qui a ravagé une partie du Maroc a fait plus de 3 000 victimes et 5 000 blessés, des milliers de personnes se retrouvant dans une situation d'extrême urgence ;

Considérant que le Département souhaite exprimer sa solidarité envers les populations touchées ;

Vu le rapport de son président proposant :

- d'approuver l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables, sur proposition du comptable public, concernant le budget principal et des budgets annexes ;
- d'approuver, sur proposition du comptable public, l'annulation de créances éteintes sur le budget principal et un budget annexe ;

- d'accorder des remises gracieuses proposées par la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Alpes-Maritimes ;
- d'approuver une donation à la Fondation Université Côte d'Azur (UCA) ;
- d'approuver l'attribution d'une subvention exceptionnelle au Comité des œuvres sociales (COS) ;
- d'octroyer, par dérogation à la réglementation des aides aux collectivités, des subventions en faveur de :
  - . la commune de Mouans-Sartoux pour la réalisation d'un ensemble d'équipements publics en centre-ville ;
  - . la commune de Roquebrune-Cap Martin pour la création d'un bassin de récupération des eaux de la source de l'Avenue de Bellevue ;
- d'octroyer une aide exceptionnelle de soutien aux victimes du séisme du Maroc survenu le 8 septembre 2023, pour un montant total de 50 000 € en faveur des associations suivantes :
  - . Fondation de France ;
  - . Croix Rouge Française ;
  - . Unicef ;

Après avoir recueilli l'avis favorable de la commission Finances, interventions financières, administration générale et SDIS ;

Après en avoir délibéré ;

Décide :

### **1°) Concernant les admissions en non-valeur de créances irrécouvrables :**

#### ***Budget principal***

- d'approuver l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables proposées par le comptable public, pour un montant total de **449 819,57 €** dont le détail est joint en annexe et se composant :
  - de créances concernant des personnes décédées pour lesquelles les poursuites ne peuvent être entreprises, pour un montant total de 149 408,99 € ;
  - de créances concernant une succession dont le titre a été émis au nom de « Hoirs » ne permettant pas de poursuivre les héritiers individuellement, pour un montant total de 105 206,41 € ;
  - de créances concernant des personnes disparues pour lesquelles les procédures d'identification et de recouvrement sont restées infructueuses, pour un montant total de 38 908,68 € ;
  - de créances très anciennes établies en 1999 pour lesquelles ni le Département ni la Paierie départementale ne détiennent des justificatifs permettant d'engager leur recouvrement et d'identifier correctement leurs débiteurs, pour un montant total de 107 338,78 € ;
  - de créances inférieures ou égales à 100 €, pour un montant total de 48 956,71 € ;

- de prendre acte que ces admissions en non-valeur feront l'objet d'un mandat au chapitre 930, programme « Autres opérations financières » du budget départemental ;

#### ***Budget annexe du laboratoire vétérinaire départemental***

- d'approuver l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables proposées par le comptable public, pour un montant total de **1 359,38 €** dont le détail est joint en annexe et se composant de créances anciennes pour lesquelles les titres n'ont pas pu faire l'objet d'un recouvrement malgré les poursuites engagées ;
- de prendre acte que ces admissions en non-valeur feront l'objet d'un mandat au chapitre 65 dudit budget annexe ;

#### ***Budget annexe de la régie des ports de Villefranche-sur-Mer***

- d'approuver l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables proposées par le comptable public, pour un montant total de **646,58 €** dont le détail est joint en annexe et se composant de créances anciennes pour lesquelles les titres n'ont pas pu faire l'objet d'un recouvrement malgré les poursuites engagées ;
- de prendre acte que ces admissions en non-valeur feront l'objet d'un mandat au chapitre 65 dudit budget annexe ;

### **2°) Concernant l'annulation de créances éteintes :**

#### ***Budget principal***

- d'approuver l'annulation de créances éteintes, proposée par le comptable public, pour un montant total de **99 006,23 €**, dont le détail figure en annexe et se composant :
  - de créances concernant des personnes en rétablissement personnel, pour un montant de 3 035,29 €, la situation financière très dégradée de ces redevables ne permettant aucun plan de redressement, le jugement de rétablissement personnel prononcé à la suite de la réunion de la commission de surendettement efface les dettes de ces particuliers ;
  - de créances relatives à des liquidations judiciaires clôturées pour insuffisance d'actif, pour un montant de 95 970,94 €, les actions des créanciers à l'encontre des débiteurs n'étant plus possibles ;
- de prendre acte que l'annulation de ces créances éteintes fera l'objet d'un mandat au chapitre 930, programme « Autres opérations financières » du budget départemental ;

#### ***Budget annexe du laboratoire vétérinaire départemental***

- d'approuver l'annulation de créances éteintes, proposée par le comptable public, concernant des sociétés en liquidation judiciaire dont la clôture est due à une

insuffisance d'actif, pour un montant total de **2 174,40 €**, dont le détail figure en annexe ;

- de prendre acte que l'annulation de ces créances éteintes fera l'objet d'un mandat au chapitre 65 dudit budget annexe ;

### **3°) Concernant les remises gracieuses sollicitées par la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Alpes-Maritimes :**

- de donner un avis favorable aux demandes de remises gracieuses détaillées en annexe, pour un montant total de **12 761 €**, la DDTM étant chargée de son application ;

### **4°) Concernant la donation à la Fondation Université Côte d'Azur (UCA) :**

- d'attribuer, au titre de l'année 2023, une donation d'un montant de 20 000 € à la Fondation Université Côte d'Azur, pour accompagner des actions menées par la Fondation en lien avec les actions portées par le Département notamment dans les domaines du numérique, de l'IA, de la santé, de la solidarité et de l'environnement ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, la convention de donation afférente, dont le projet est joint en annexe, à intervenir avec la Fondation UCA ;
- de prendre acte que cet engagement financier confère à la collectivité la qualité de membre donateur siégeant au Conseil d'Administration de la Fondation UCA ;
- de renoncer à l'unanimité au vote au scrutin secret sur la désignations faisant l'objet de la présente délibération, en application de l'article L3121-15 du code général des collectivités territoriales ;
- de désigner M. ASSO en tant que représentant du Département pour siéger au sein du Conseil d'Administration de la Fondation UCA ;
- de prélever les crédits nécessaires sur les disponibilités du chapitre 932, programme « Enseignement supérieur, recherche, vie scolaire » du budget départemental ;

### **5°) Concernant l'octroi d'une subvention exceptionnelle au COS 06 :**

- d'approuver l'attribution d'une subvention exceptionnelle au Comité des œuvres sociales d'un montant de 53 867 €, correspondant aux dépenses engagées dans le cadre de l'accueil des mineurs non accompagnés sur la période du 26 avril au 22 juin 2023 sur le site du Fort de la Drète ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, l'avenant, dont le projet est joint en annexe, à la convention

31 décembre 1999 relative au financement de l'association du Comité des œuvres sociales ;

- de prélever les crédits nécessaires sur les disponibilités du chapitre 930, programme « Autres actions en faveur du personnel » du budget départemental ;

**6°) Concernant des subventions dérogatoires à la réglementation des aides aux collectivités :**

- d'octroyer, compte tenu de l'intérêt départemental de l'opération, une subvention de 770 450 €, soit 20 % du montant des travaux estimés à 3 852 250 € HT à la commune de Mouans-Sartoux, pour la réalisation d'un ensemble d'équipements publics en centre-ville (dossier n°2023-09524) ;
- d'octroyer, compte tenu de l'intérêt départemental de l'opération, une subvention de 12 651 €, soit 15 % du montant des travaux estimés à 84 342 € HT à la commune de Roquebrune-Cap-Martin, pour la création d'un bassin de récupération des eaux de la source de l'Avenue de Bellevue (dossier n°2023-06232) ;
- de prélever les crédits nécessaires sur les disponibilités du programme « Autres actions de solidarité territoriale » du budget départemental ;

**7°) Concernant le soutien aux victimes du séisme survenu le 8 septembre 2023 au Maroc :**

- d'octroyer une aide exceptionnelle de soutien aux victimes du séisme survenu le 8 septembre 2023 au Maroc, pour un montant total de 50 000 € aux associations suivantes :
  - 16 500 € en faveur de la Fondation de France ;
  - 16 500 € en faveur de la Croix Rouge Française ;
  - 17 000 € en faveur de l'Unicef ;
- de prélever les crédits nécessaires sur les disponibilités du chapitre 935, programme « Accompagnement social » de la politique « Aide à l'enfance et à la famille » du budget départemental ;

**8°) de prendre acte que Mme GOURDON et M. ASSO se déportent.**

Signé

**Charles Ange GINESY**  
**Président du Conseil départemental**

**ADMISSIONS EN NON-VALEUR 2023***Débiteurs décédés*

<b>Exercice</b>	<b>N°Titre</b>	<b>N°Ordre</b>	<b>Montant restant dû</b>
2004	T-3131	42	1 103,19
2004	T-3482	60	1 208,07
2005	T-1697	26	288,17
2005	T-1697	27	144,08
2005	T-1853	1	4 036,54
2007	T-819	229	216,53
2011	T-10983	1	275,00
2011	T-8597	1	275,00
2011	T-9987	1	275,00
2011	T-7308	1	275,00
2011	T-13954	1	275,00
2011	T-12527	1	275,00
2011	T-5081	1	275,00
2011	T-3817	1	275,00
2011	T-2399	1	275,00
2011	T-6240	1	275,00
2011	T-774	1	275,00
2011	T-17088	1	275,00
2011	T-15580	1	275,00
2011	T-1690	3	1 182,48
2011	T-11042	1	80,00
2011	T-15632	1	80,00
2011	T-17141	1	80,00
2011	T-6290	1	80,00
2011	T-8649	1	80,00
2011	T-10041	1	80,00
2011	T-7361	1	80,00
2011	T-14005	1	80,00
2011	T-12584	1	80,00
2011	T-5135	1	80,00
2011	T-3872	1	80,00



## LISTE DCD RAPPORT (2)

2011	T-2453	1	80,00
2011	T-829	1	80,00
2011	T-15527	1	147,00
2011	T-886	1	113,00
2011	T-17206	1	113,00
2011	T-5193	1	113,00
2011	T-14066	1	113,00
2011	T-15693	1	113,00
2011	T-11102	1	113,00
2011	T-12646	1	113,00
2011	T-6350	1	113,00
2011	T-2507	1	113,00
2011	T-3927	1	113,00
2011	T-8707	1	113,00
2011	T-7424	1	113,00
2011	T-10101	1	113,00
2011	T-13775	1	113,56
2011	T-12717	1	970,00
2011	T-11175	1	970,00
2011	T-14138	1	970,00
2011	T-17279	1	970,00
2011	T-10175	1	970,00
2011	T-15764	1	970,00
2011	T-17072	1	150,00
2011	T-6031	1	122,80
2011	T-16714	1	40,00
2011	T-16964	1	8 080,88
2011	T-5038	4	4 824,89
2011	T-16750	1	140,00
2011	T-167	1	125,67
2011	T-17884	1	437,93
2011	T-8275	1	2 300,45
2011	T-8273	1	245,77
2011	T-9013	1	231,58
2011	T-10417	1	550,00
2011	T-17525	1	550,00
2011	T-14387	1	550,00
2011	T-1192	1	50,00
2011	T-7755	1	50,00

## LISTE DCD RAPPORT (2)

2011	T-11451	1	50,00
2011	T-16020	1	50,00
2011	T-17540	1	50,00
2011	T-6667	1	50,00
2011	T-2830	1	50,00
2011	T-4252	1	50,00
2011	T-5517	1	50,00
2011	T-14400	1	50,00
2011	T-9029	1	50,00
2011	T-10433	1	50,00
2011	T-12987	1	50,00
2011	T-4983	1	68,04
2011	T-17017	1	1 632,00
2011	T-9478	1	1 075,43
2011	T-9115	1	100,00
2011	T-11554	1	4,34
2011	T-7843	1	100,00
2011	T-6751	1	100,00
2011	T-5603	1	100,00
2011	T-2920	1	100,00
2011	T-3749	1	1 178,92
2011	T-11617	1	286,00
2011	T-16190	1	286,00
2011	T-17711	1	286,00
2011	T-10590	1	286,00
2011	T-13153	1	286,00
2011	T-9171	1	286,00
2011	T-14570	1	286,00
2011	T-2974	1	286,00
2011	T-1334	1	286,00
2011	T-7900	1	286,00
2011	T-6806	1	286,00
2011	T-5661	1	286,00
2011	T-4396	1	286,00
2011	T-8427	1	5 838,48
2011	T-457	1	1 730,26
2011	T-10648	1	32,00
2011	T-13213	1	32,00
2011	T-17775	1	32,00

## LISTE DCD RAPPORT (2)

2011	T-16253	1	32,00
2011	T-14633	1	32,00
2011	T-11679	1	32,00
2011	T-16251	1	32,00
2011	T-13211	1	32,00
2011	T-17773	1	32,00
2011	T-11677	1	32,00
2011	T-14631	1	32,00
2011	T-10646	1	32,00
2011	T-18630	1	480,00
2011	T-8206	1	481,18
2011	T-8274	1	3 446,30
2012	T-10345	1	275,00
2012	T-8811	1	275,00
2012	T-14591	1	115,32
2012	T-6962	1	275,00
2012	T-3127	1	275,00
2012	T-11533	1	275,00
2012	T-5343	1	275,00
2012	T-1255	1	275,00
2012	T-172	1	275,00
2012	T-13250	1	275,00
2012	T-16000	1	3 200,00
2012	T-15943	1	459,53
2012	T-19817	1	150,00
2012	T-18482	1	150,00
2012	T-5351	1	1 837,49
2012	T-11542	1	150,00
2012	T-8821	1	150,00
2012	T-6970	1	150,00
2012	T-14599	1	150,00
2012	T-10354	1	150,00
2012	T-13259	1	150,00
2012	T-10199	1	125,49
2012	T-19329	1	991,03
2012	T-20969	24	53,54
2012	T-3050	1	501,89
2012	T-19861	1	80,00
2012	T-18524	1	80,00

## LISTE DCD RAPPORT (2)

2012	T-10400	1	80,00
2012	T-8865	1	80,00
2012	T-225	1	80,00
2012	T-13300	1	80,00
2012	T-3180	1	80,00
2012	T-7013	1	80,00
2012	T-1306	1	80,00
2012	T-5398	1	80,00
2012	T-11582	1	80,00
2012	T-14640	1	80,00
2012	T-12401	1	474,65
2012	T-283	1	113,00
2012	T-10163	1	247,35
2012	T-18651	1	970,00
2012	T-19991	1	970,00
2012	T-7147	1	970,00
2012	T-10531	1	970,00
2012	T-3321	1	970,00
2012	T-354	1	970,00
2012	T-5537	1	970,00
2012	T-11709	1	970,00
2012	T-1448	1	970,00
2012	T-14773	1	970,00
2012	T-8995	1	970,00
2012	T-13429	1	970,00
2012	T-3032	1	112,72
2012	T-12551	1	1 530,02
2012	T-7947	1	39,31
2012	T-13151	1	148,36
2012	T-3066	1	830,90
2012	T-6567	1	157,54
2012	T-15987	1	1 630,67
2012	T-600	1	358,67
2012	T-3583	1	550,00
2012	T-1707	1	550,00
2012	T-18926	1	50,00
2012	T-20269	1	50,00
2012	T-5807	1	50,00
2012	T-11986	1	50,00

## LISTE DCD RAPPORT (2)

2012	T-10813	1	50,00
2012	T-15048	1	50,00
2012	T-9262	1	50,00
2012	T-1722	1	50,00
2012	T-615	1	50,00
2012	T-3598	1	50,00
2012	T-7409	1	50,00
2012	T-13703	1	50,00
2012	T-10150	1	532,38
2012	T-13149	1	503,35
2012	T-12559	1	1 528,04
2012	T-5117	1	40,00
2012	T-12367	1	426,71
2012	T-19101	1	286,00
2012	T-15227	1	286,00
2012	T-12166	1	286,00
2012	T-10996	1	286,00
2012	T-788	1	286,00
2012	T-1903	1	286,00
2012	T-3781	1	286,00
2012	T-5987	1	286,00
2012	T-7586	1	286,00
2012	T-20446	1	286,00
2012	T-13882	1	286,00
2012	T-9443	1	286,00
2012	T-4760	1	178,32
2012	T-3841	1	25,80
2012	T-848	1	32,00
2012	T-1965	1	32,00
2012	T-3843	1	25,80
2012	T-850	1	32,00
2012	T-1967	1	32,00
2012	T-16410	1	152,00
2012	T-16406	1	152,00
2012	T-2555	103	550,00
2013	T-4141	1	305,00
2013	T-11070	1	150,00
2013	T-8539	1	150,00
2013	T-13008	1	150,00

## LISTE DCD RAPPORT (2)

2013	T-2952	1	150,00
2013	T-5564	1	150,00
2013	T-4323	1	150,00
2013	T-16154	1	150,00
2013	T-14618	1	150,00
2013	T-17891	1	150,00
2013	T-7101	1	150,00
2013	T-45	1	150,00
2013	T-19640	1	150,00
2013	T-21011	1	181,93
2013	T-1318	1	947,01
2013	T-8588	1	80,00
2013	T-11120	1	80,00
2013	T-7151	1	80,00
2013	T-13058	1	80,00
2013	T-17942	1	21,33
2013	T-14671	1	80,00
2013	T-16204	1	80,00
2013	T-4376	1	80,00
2013	T-3000	1	80,00
2013	T-5617	1	80,00
2013	T-93	1	80,00
2013	T-4261	1	6 710,45
2013	T-1272	1	256,01
2013	T-11249	1	970,00
2013	T-18078	1	970,00
2013	T-16336	1	970,00
2013	T-14799	1	970,00
2013	T-4512	1	970,00
2013	T-3133	1	970,00
2013	T-5749	1	970,00
2013	T-13184	1	970,00
2013	T-225	1	970,00
2013	T-8720	1	970,00
2013	T-7282	1	970,00
2013	T-21399	1	4 250,10
2013	T-21398	1	1 530,34
2013	T-4264	1	495,83
2013	T-13467	1	50,00

## LISTE DCD RAPPORT (2)

2013	T-20112	1	50,00
2013	T-6042	1	50,00
2013	T-3427	1	50,00
2013	T-4813	1	50,00
2013	T-16615	1	50,00
2013	T-15078	1	50,00
2013	T-18365	1	50,00
2013	T-506	1	30,00
2013	T-11528	1	50,00
2013	T-9004	1	50,00
2013	T-7569	1	50,00
2013	T-18775	1	40,00
2013	T-1761	1	417,94
2013	T-18492	1	100,00
2013	T-15204	1	100,00
2013	T-7682	1	100,00
2013	T-16740	1	100,00
2013	T-6160	1	100,00
2013	T-4933	1	100,00
2013	T-4203	1	91,16
2013	T-17707	1	321,44
2013	T-12152	1	300,00
2013	T-6996	1	253,18
2013	T-6999	1	373,00
2013	T-15268	1	286,00
2013	T-18559	1	286,00
2013	T-20302	1	286,00
2013	T-13651	1	286,00
2013	T-691	1	286,00
2013	T-11709	1	286,00
2013	T-9186	1	286,00
2013	T-7754	1	286,00
2013	T-16804	1	286,00
2013	T-3621	1	286,00
2013	T-5006	1	286,00
2013	T-6234	1	286,00
2013	T-21496	1	34,48
2013	T-17241	1	669,28
2013	T-21700	1	93,58

## LISTE DCD RAPPORT (2)

2013	T-4157	1	56,51
2013	T-4266	1	3 838,23
2013	T-4268	1	470,00
2013	T-4207	1	150,00
2014	T-9607	1	150,00
2014	T-8013	1	150,00
2014	T-4508	1	150,00
2014	T-2305	1	150,00
2014	T-161	1	150,00
2014	T-6269	1	150,00
2014	T-4569	1	80,00
2014	T-9661	1	80,00
2014	T-11595	1	80,00
2014	T-8067	1	80,00
2014	T-6325	1	80,00
2014	T-13647	1	18,67
2014	T-1459	1	367,73
2014	T-329	1	56,00
2014	T-13572	1	560,00
2014	T-16227	1	1 200,21
2014	T-14087	1	50,00
2014	T-6777	1	50,00
2014	T-659	1	50,00
2014	T-15648	1	50,00
2014	T-2810	1	50,00
2014	T-5018	1	50,00
2014	T-17872	1	50,00
2014	T-10104	1	50,00
2014	T-8510	1	50,00
2014	T-12035	1	50,00
2014	T-14178	1	340,00
2014	T-10196	1	340,00
2014	T-2251	1	1 554,85
2014	T-778	1	100,00
2014	T-14193	1	100,00
2014	T-15757	1	100,00
2014	T-17978	1	37,50
2014	T-2927	1	100,00
2014	T-10210	1	100,00



## LISTE DCD RAPPORT (2)

2014	T-12135	1	100,00
2014	T-840	1	286,00
2014	T-14259	1	286,00
2014	T-15820	1	286,00
2014	T-12197	1	286,00
2014	T-2988	1	286,00
2014	T-10274	1	286,00
2014	T-8679	1	802,65
2014	T-5193	1	55,35
2014	T-10976	1	487,00
2014	T-10975	1	307,17
2014	T-5844	1	1 019,64
<b>TOTAL</b>			<b>149 408,99</b>

## ADMISSIONS EN NON-VALEUR 2023

### Hoirs

Exercice	N°Titre	N°Ordre	Montant restant dû
2013	T-14054	1	4 880,13
2016	T-13792	1	1 467,93
2013	T-18820	1	1 768,44
2013	T-14055	1	1 027,23
2005	T-3813	1	1 679,19
2014	T-20898	1	1 526,80
2012	T-19356	1	5 997,50
2013	T-9815	1	3 466,49
2016	T-11059	1	8 325,80
2011	T-5078	1	11 658,48
2013	T-19186	1	601,45
2010	T-6875	1	6 723,39
2014	T-12500	1	8 673,57
2016	T-9231	1	38 245,89
2013	T-8372	1	215,83
2012	T-7926	1	3 274,14
2010	T-1925	1	4 301,93
2011	T-9627	1	1 372,22
<b>TOTAL</b>			<b>105 206,41</b>

**ADMISSIONS EN NON-VALEUR 2023***Personnes disparues*

<b>Exercice</b>	<b>N°Titre</b>	<b>N°Ordre</b>	<b>Montant restant dû</b>
2007	T-2606	103	150,00
2007	T-2029	106	150,00
2007	T-3234	110	150,00
2007	T-2356	464	150,00
2007	T-1475	107	208,06
2007	T-5142	111	150,00
2007	T-4150	115	150,00
2007	T-3615	110	150,00
2007	T-4698	114	150,00
2008	T-10270	1	150,00
2008	T-9283	1	150,00
2008	T-11656	1	150,00
2008	T-624	1	150,00
2008	T-3591	1	150,00
2008	T-7008	1	150,00
2008	T-1442	1	150,00
2008	T-8011	1	150,00
2008	T-5730	1	150,00
2008	T-4778	1	150,00
2008	T-2880	1	150,00
2009	T-298	1	150,00
2020	T-9095	1	1 000,00
2021	T-9416	1	160,50
2021	T-8154	1	160,50
2021	T-6859	1	160,50
2021	T-4157	1	160,50
2021	T-1639	1	160,50
2021	T-2820	1	160,50
2021	T-14215	1	160,50
2021	T-420	1	165,68
2021	T-12603	1	160,50

RAPPORT PERSO DISPARUES (2)

2021	T-5514	1	160,50
2021	T-10837	1	160,50
2021	T-5155	1	12 328,27
2022	T-13832	1	1 694,34
2022	T-1894	1	93,19
2022	T-419	1	160,50
2022	T-10772	1	5 000,00
2022	T-17446	1	13 653,64
<b>TOTAL</b>			<b>38 908,68</b>

## ADMISSIONS EN NON-VALEUR 2023

### Titres anciens 1999

Exercice	N°Titre	N°Ordre	Montant restant dû
1999	T-2593	156	100,72
1999	T-868	155	236,29
1999	T-5425	428	329,74
1999	T-2593	420	329,74
1999	T-4060	410	329,74
1999	T-868	413	329,74
1999	T-1929	1	9 230,22
1999	T-5425	145	274,41
1999	T-1136	1	1 421,97
1999	T-2980	1	4 475,14
1999	T-5203	2	3 680,76
1999	T-5804	1	93,74
1999	T-4060	94	453,25
1999	T-2593	97	471,07
1999	T-868	100	471,07
1999	T-5425	91	423,96
1999	T-5455	1	172,63
1999	T-3074	1	471,07
1999	T-3597	1	439,66
1999	T-5257	1	117,10
1999	T-5245	1	652,72
1999	T-4907	1	171,92
1999	T-2593	431	129,58
1999	T-5425	439	99,09
1999	T-4060	419	99,09
1999	T-2239	1	129,35
1999	T-3541	1	724,68
1999	T-5901	1	1 521,78
1999	T-5425	325	99,09

1999	T-2593	319	99,09
1999	T-868	311	121,45
1999	T-4060	313	99,09
1999	T-3544	1	1 616,71
1999	T-3554	1	54,12
1999	T-5581	1	324,03
1999	T-4579	1	171,50
1999	T-5425	344	144,82
1999	T-4060	331	144,82
1999	T-868	329	138,92
1999	T-2593	340	144,82
1999	T-5971	1	145,51
1999	T-2986	1	8 083,71
1999	T-5615	1	503,43
1999	T-5424	22	76,22
1999	T-2343	1	14 724,78
1999	T-869	9	74,50
1999	T-869	8	99,09
1999	T-5424	9	99,09
1999	T-2544	8	99,09
1999	T-4059	9	99,09
1999	T-2544	10	121,71
1999	T-5784	1	280,59
1999	T-5785	1	287,48
1999	T-868	470	114,34
1999	T-432	1	6 097,96
1999	T-6867	128	53,38
1999	T-6867	129	197,50
1999	T-869	20	274,41
1999	T-2544	17	182,94
1999	T-868	159	457,35
1999	T-869	7	99,09
1999	T-5424	10	99,09
1999	T-4059	10	99,09
1999	T-2544	9	99,09
1999	T-6135	1	120,21
1999	T-3825	1	54,04

1999	T-1433	1	128,59
1999	T-4905	1	157,66
1999	T-868	195	99,09
1999	T-5449	1	117,09
1999	T-4476	1	251,54
1999	T-2544	6	99,09
1999	T-5424	7	99,09
1999	T-4059	7	99,09
1999	T-869	12	99,09
1999	T-5425	358	121,96
1999	T-4060	341	121,96
1999	T-2593	350	121,96
1999	T-868	340	121,96
1999	T-2781	1	902,80
1999	T-3075	1	190,56
1999	T-4795	4	397,13
1999	T-4795	2	27,50
1999	T-4795	5	7,50
1999	T-4060	166	99,09
1999	T-4060	167	99,09
1999	T-2593	497	99,09
1999	T-2593	498	99,09
1999	T-2593	496	99,09
1999	T-868	170	99,09
1999	T-868	171	99,09
1999	T-868	172	99,09
1999	T-4060	165	99,09
1999	T-5425	165	99,09
1999	T-5425	163	99,09
1999	T-5425	164	99,09
1999	T-4060	15	143,30
1999	T-2593	15	144,82
1999	T-868	314	99,09
1999	T-5425	328	99,09
1999	T-2593	322	99,09
1999	T-4060	316	99,09
1999	T-6348	21	5 250,19

1999	T-2982	1	1 648,73
1999	T-5305	1	167,69
1999	T-2467	1	211,29
1999	T-2236	1	1 194,56
1999	T-4059	24	873,61
1999	T-5246	1	3 795,90
1999	T-5252	1	108,98
1999	T-5258	1	142,78
1999	T-2783	1	353,22
1999	T-868	122	707,36
1999	T-2593	112	160,07
1999	T-4060	107	99,09
1999	T-5425	106	99,09
1999	T-2235	1	338,21
1999	T-5793	1	166,19
1999	T-4898	1	152,92
1999	T-4060	124	301,85
1999	T-5304	1	314,04
1999	T-5425	241	91,47
1999	T-4059	1	160,68
1999	T-869	1	282,64
1999	T-2544	1	282,64
1999	T-2784	1	236,29
1999	T-2593	192	83,84
1999	T-868	196	236,29
1999	T-4059	14	74,01
1999	T-2544	15	144,82
1999	T-869	18	144,82
1999	T-5425	177	121,96
1999	T-4577	1	105,27
1999	T-4060	180	121,96
1999	T-1849	1	101,39
1999	T-5425	178	471,07
1999	T-4060	181	79,27
1999	T-5242	1	357,85
1999	T-4060	84	204,09
1999	T-4567	1	157,05



1999	T-22	10	24,71
1999	T-22	8	38,30
1999	T-22	7	30,78
1999	T-22	9	49,73
1999	T-4856	1	500,00
1999	T-27	5	206,46
1999	T-1457	1	8 240,06
1999	T-3596	1	7 066,01
1999	T-1073	1	427,30
1999	T-5426	1	164,22
1999	T-868	471	121,96
1999	T-2593	490	76,22
1999	T-5243	1	2 454,07
1999	T-5249	1	80,51
1999	T-5255	1	96,58
<b>TOTAL</b>			<b>107 338,78</b>

## ADMISSIONS EN NON-VALEUR 2023

*Petits reliquats : sommes inférieures à 100€*

<b>Exercice</b>	<b>N°Titre</b>	<b>N°Ordre</b>	<b>Montant restant dû</b>
2000	T-5055	231	99,09
2000	T-2233	171	99,09
2000	T-615	154	99,09
2000	T-4134	479	99,09
2000	T-2233	481	99,09
2000	T-615	446	99,09
2000	T-5055	464	99,09
2000	T-4134	360	99,09
2000	T-615	330	99,09
2000	T-2233	359	99,09
2000	T-4134	381	63,68
2000	T-4135	26	76,22
2000	T-2233	86	99,09
2000	T-4135	9	99,09
2000	T-2234	9	99,09
2000	T-5056	6	91,47
2000	T-614	9	99,09
2000	T-1560	1	63,67
2000	T-614	10	99,09
2000	T-2234	10	99,09
2000	T-4135	10	99,09
2000	T-5056	7	99,09
2000	T-6204	1	48,76
2000	T-1507	1	53,92
2000	T-615	409	91,47
2000	T-4135	7	99,09
2000	T-2234	7	99,09
2000	T-614	7	99,09
2000	T-5056	4	99,09
2000	T-2234	4	89,94
2000	T-5055	178	99,09

2000	T-615	161	99,09
2000	T-2233	178	99,09
2000	T-4134	186	99,09
2000	T-615	160	99,09
2000	T-4134	185	99,09
2000	T-2233	177	99,09
2000	T-5055	177	99,09
2000	T-5055	176	99,09
2000	T-615	159	99,09
2000	T-4134	184	99,09
2000	T-2233	176	99,09
2000	T-2233	535	91,47
2000	T-4134	524	91,47
2000	T-5055	513	68,60
2000	T-5055	525	99,55
2000	T-4134	364	99,09
2000	T-615	333	99,09
2000	T-2233	362	99,09
2000	T-615	110	99,09
2000	T-2233	268	99,09
2000	T-6021	1	99,09
2000	T-4485	1	99,09
2000	T-3650	1	99,09
2000	T-4462	1	99,09
2000	T-6038	1	91,47
2000	T-5547	1	53,83
2000	T-4488	1	53,34
2001	T-119	240	99,09
2001	T-1548	232	91,47
2001	T-4294	248	91,47
2001	T-2931	228	91,47
2001	T-119	173	99,09
2001	T-1046	1	79,28
2001	T-119	496	60,47
2001	T-3981	1	80,08
2001	T-2931	18	76,22
2001	T-2303	1	48,99

2001	T-544	1	63,16
2001	T-1549	2	91,47
2001	T-120	2	99,09
2001	T-3461	1	43,12
2001	T-6042	1	39,57
2001	T-120	1	99,09
2001	T-2932	2	86,55
2001	T-1549	1	93,44
2001	T-1237	1	99,09
2001	T-119	461	64,44
2001	T-4496	34	23,82
2001	T-4496	19	0,04
2001	T-4600	1	94,59
2001	T-1549	4	93,44
2001	T-120	4	99,09
2001	T-2932	5	86,55
2001	T-1548	176	91,47
2001	T-2931	182	49,18
2001	T-119	181	99,09
2001	T-2931	181	49,18
2001	T-119	180	99,09
2001	T-1548	175	91,47
2001	T-1548	174	91,47
2001	T-2931	180	49,18
2001	T-119	179	99,09
2001	T-119	379	72,86
2001	T-1548	226	60,98
2001	T-4294	232	91,47
2001	T-2931	222	91,47
2001	T-4294	279	91,47
2001	T-1236	1	99,09
2001	T-1548	193	81,67
2001	T-4063	1	91,47
2001	T-6061	1	91,47
2001	T-538	1	63,16
2001	T-4294	246	45,73
2001	T-2931	230	45,73

2001	T-119	549	97,79
2002	T-1451	239	91,47
2002	T-158	261	91,47
2002	T-1652	1	58,24
2002	T-4043	453	74,84
2002	T-4043	434	46,72
2002	T-2816	80	60,98
2002	T-2473	1	78,68
2002	T-700200000360	1	36,25
2002	T-700200000613	1	33,06
2002	T-700200000513	1	23,28
2002	T-700200000801	1	44,63
2002	T-2991	1	99,09
2002	T-2466	1	75,55
2002	T-1451	223	91,47
2002	T-2816	216	91,47
2002	T-158	245	91,47
2002	T-1445	1	91,48
2002	T-4043	137	58,33
2002	T-2816	263	91,47
2002	T-1451	273	91,47
2002	T-4043	270	91,47
2002	T-158	292	91,47
2002	T-2549	1	89,64
2002	T-2479	1	76,28
2002	T-1163	1	91,47
2002	T-4043	451	91,47
2002	T-1451	237	45,72
2002	T-158	259	45,72
2003	T-293	1	90,00
2003	T-2153	1	52,52
2003	T-2158	1	50,54
2003	T-1077	1	82,55
2003	T-1967	1	42,52
2003	T-4220	1	97,71
2003	T-2525	253	90,00
2003	T-3700	272	43,55

2003	T-67	272	91,47
2003	T-1598	285	91,47
2003	T-2525	305	91,47
2003	T-3700	654	91,46
2003	T-1598	488	91,47
2003	T-67	471	91,47
2003	T-2525	527	91,47
2003	T-3700	547	91,47
2003	T-1598	206	82,26
2004	T-2890	134	91,65
2004	T-2939	272	54,35
2004	T-3482	345	99,55
2004	T-3482	87	83,86
2004	T-3482	172	84,48
2004	T-4900	73	89,01
2004	T-2939	36	82,73
2004	T-3131	82	95,84
2004	T-3482	178	82,94
2004	T-2177	55	91,65
2004	T-2574	1	95,78
2004	T-3792	14	74,48
2004	T-3792	265	86,82
2004	T-2939	132	50,00
2004	T-2177	109	93,81
2004	T-4917	572	51,64
2004	T-1277	128	18,40
2004	T-2868	19	99,00
2004	T-4900	34	88,64
2004	T-3509	66	85,48
2004	T-2890	98	83,03
2004	T-2363	49	91,13
2004	T-2318	51	92,13
2004	T-2177	224	52,95
2004	T-2602	1	80,71
2004	T-2318	166	98,37
2004	T-4917	677	45,00
2004	T-3509	631	45,00

2004	T-2868	22	53,75
2004	T-3482	384	53,54
2004	T-1277	161	43,96
2004	T-2868	83	84,98
2004	T-3792	279	96,27
2004	T-4917	661	82,42
2004	T-1277	79	26,71
2004	T-4917	645	61,33
2004	T-2318	111	100,00
2004	T-2177	11	96,50
2004	T-2939	173	98,75
2004	T-1277	70	98,80
2004	T-2177	256	82,15
2004	T-3509	651	69,00
2004	T-2177	86	63,97
2004	T-2939	195	92,36
2004	T-2177	35	81,15
2004	T-2177	66	83,15
2004	T-4379	29	79,74
2004	T-368	6	57,20
2004	T-4917	8	88,06
2004	T-1154	144	96,15
2004	T-4194	228	68,38
2004	T-3792	90	86,66
2004	T-4194	253	73,65
2004	T-2890	23	82,22
2004	T-2939	131	40,57
2004	T-2868	55	98,93
2004	T-3482	206	8,75
2004	T-1277	165	94,06
2004	T-3482	125	7,00
2004	T-2890	160	95,06
2004	T-3482	243	91,93
2004	T-3509	630	45,00
2004	T-2363	635	45,00
2004	T-1154	192	95,33
2004	T-3482	159	72,32

2004	T-3482	372	98,08
2004	T-3792	168	92,03
2004	T-4194	272	85,29
2004	T-3482	72	100,00
2004	T-2318	11	99,39
2004	T-2939	107	97,52
2004	T-2868	183	86,15
2004	T-1154	172	84,34
2004	T-4194	79	22,00
2004	T-2177	82	17,50
2004	T-2177	64	40,57
2005	T-244	16	100,00
2005	T-669	394	82,95
2005	T-669	36	50,00
2005	T-2298	176	81,71
2005	T-244	218	88,27
2005	T-4162	63	79,07
2005	T-1367	181	79,56
2005	T-4648	10	95,66
2005	T-4648	31	40,17
2005	T-4648	170	45,31
2005	T-4648	169	87,34
2005	T-2669	126	100,00
2005	T-2047	1	62,50
2005	T-4150	259	81,67
2005	T-4150	173	92,50
2005	T-4648	241	91,96
2005	T-700200000086	5	36,24
2005	T-700200000078	4	52,34
2005	T-700200000065	6	92,56
2005	T-700200000051	6	60,00
2005	T-669	284	62,47
2005	T-4150	84	60,38
2005	T-1019	703	90,32
2005	T-2937	100	76,00
2005	T-2669	252	83,67
2005	T-669	230	31,00



2005	T-1697	190	98,01
2005	T-244	81	90,86
2005	T-4648	173	86,42
2005	T-1367	280	88,03
2005	T-4162	148	91,17
2005	T-2059	125	92,50
2005	T-669	328	21,88
2005	T-4150	166	94,40
2005	T-3153	751	45,00
2005	T-1019	691	45,00
2005	T-2189	693	45,00
2005	T-4618	734	30,00
2005	T-244	22	90,32
2005	T-1019	661	60,00
2005	T-2059	33	82,84
2005	T-4648	177	89,50
2005	T-908	71	97,41
2005	T-908	72	98,82
2005	T-4648	25	78,48
2005	T-1367	179	81,20
2005	T-1367	309	83,94
2005	T-2669	179	98,65
2005	T-2298	44	55,20
2005	T-770	1	100,00
2005	T-4162	129	84,92
2005	T-244	205	79,82
2005	T-2189	624	95,00
2005	T-244	140	75,00
2005	T-2059	25	48,03
2005	T-4162	156	37,17
2005	T-669	390	83,86
2005	T-244	11	78,99
2005	T-908	33	96,17
2005	T-4150	118	92,66
2005	T-2059	12	51,60
2005	T-3295	1	56,34
2005	T-2937	219	92,65

2005	T-669	89	77,64
2005	T-1367	193	50,00
2005	T-2937	261	87,09
2005	T-4618	755	75,00
2005	T-244	21	64,94
2005	T-4648	246	84,54
2005	T-669	85	19,62
2005	T-4618	437	80,00
2005	T-2937	321	100,00
2005	T-2298	212	93,10
2005	T-4648	210	60,00
2005	T-2298	180	97,28
2005	T-669	67	83,26
2005	T-2763	44	57,63
2005	T-244	31	81,05
2005	T-2937	181	92,70
2005	T-254	1	40,00
2005	T-244	326	57,43
2005	T-4162	238	95,84
2005	T-669	410	84,86
2005	T-3153	605	43,23
2005	T-4153	1	76,22
2005	T-2937	106	94,51
2005	T-244	51	95,90
2005	T-2189	679	90,00
2005	T-2937	89	90,91
2005	T-1367	245	61,19
2005	T-4648	165	82,47
2005	T-4150	254	88,01
2006	T-5431	35	29,28
2006	T-853	6	83,68
2006	T-3457	369	93,09
2006	T-668	208	97,17
2006	T-467	11	46,14
2006	T-249	276	61,00
2006	T-2287	203	82,49
2006	T-141	51	43,17

2006	T-1984	2	89,70
2006	T-2680	139	86,49
2006	T-2287	93	60,00
2006	T-668	49	100,00
2006	T-2287	192	95,27
2006	T-249	79	94,09
2006	T-249	73	92,50
2006	T-3457	304	90,00
2006	T-1012	78	98,76
2006	T-700200000062	1	46,54
2006	T-700200000040	4	32,93
2006	T-700200000015	4	23,29
2006	T-700200000009	3	26,28
2006	T-700200000035	2	28,75
2006	T-1551	241	90,20
2006	T-2287	190	100,00
2006	T-1590	92	70,97
2006	T-2287	257	66,53
2006	T-2287	80	90,54
2006	T-5431	273	57,67
2006	T-1983	42	30,69
2006	T-1983	6	82,17
2006	T-1012	74	63,11
2006	T-1551	224	92,50
2006	T-1983	151	67,16
2006	T-141	81	94,16
2006	T-3457	311	9,67
2006	T-4471	246	87,22
2006	T-2348	160	25,83
2006	T-4471	74	94,49
2006	T-668	147	81,31
2006	T-2287	185	90,71
2006	T-1012	300	82,42
2006	T-3914	28	87,05
2006	T-491	284	75,00
2006	T-652	266	75,00
2006	T-3457	259	96,71

2006	T-2287	269	93,28
2006	T-141	157	82,47
2006	T-3457	30	36,28
2006	T-141	158	86,36
2006	T-249	206	88,47
2006	T-1012	285	79,41
2006	T-1551	65	38,53
2006	T-3457	272	84,96
2006	T-5431	230	90,00
2006	T-5431	122	94,97
2006	T-668	109	89,17
2006	T-5685	11	63,32
2006	T-2287	131	88,54
2006	T-3512	326	100,00
2006	T-2348	307	100,00
2006	T-3263	325	100,00
2006	T-1983	237	81,33
2006	T-3914	246	75,76
2006	T-141	185	84,66
2006	T-5431	228	68,19
2006	T-1012	18	89,09
2006	T-668	253	82,41
2006	T-1012	225	85,14
2006	T-3914	90	91,00
2006	T-2680	146	95,27
2006	T-1983	200	81,31
2006	T-4471	277	68,69
2006	T-3914	127	84,41
2006	T-491	499	45,73
2006	T-491	500	100,00
2006	T-3914	172	85,66
2006	T-4133	455	45,00
2006	T-3512	456	45,00
2006	T-4471	156	84,00
2006	T-491	538	18,00
2006	T-491	539	18,00
2006	T-1551	250	90,00

2006	T-5016	51	58,97
2006	T-2287	63	97,04
2006	T-4471	146	99,71
2006	T-1032	5	51,76
2006	T-5431	17	13,00
2006	T-3803	3	88,35
2006	T-3914	239	95,02
2006	T-467	3	53,74
2006	T-4471	214	85,26
2006	T-141	268	57,16
2006	T-668	216	89,13
2006	T-3218	1	42,94
2006	T-4471	236	90,54
2006	T-2151	9	48,88
2006	T-1983	55	96,68
2006	T-249	137	79,78
2006	T-141	180	48,57
2006	T-3803	6	81,73
2006	T-1031	3	42,81
2007	T-2488	254	77,74
2007	T-474	85	86,17
2007	T-4974	84	80,95
2007	T-3399	1	94,52
2007	T-2235	16	22,95
2007	T-474	103	84,38
2007	T-1850	73	87,50
2007	T-2235	190	92,38
2007	T-991	11	85,23
2007	T-2473	40	99,07
2007	T-2235	221	20,00
2007	T-474	118	78,14
2007	T-2235	51	90,53
2007	T-2235	55	90,90
2007	T-4974	141	95,67
2007	T-3178	196	58,23
2007	T-3974	1	56,64
2007	T-474	15	83,19

2007	T-3178	63	99,61
2007	T-5142	88	46,00
2007	T-2235	253	79,46
2007	T-2488	148	77,97
2007	T-4035	3	96,36
2007	T-875	49	18,90
2007	T-474	88	90,54
2007	T-1850	293	71,86
2007	T-2235	273	99,66
2007	T-4189	243	84,66
2007	T-4974	160	83,08
2007	T-487	139	50,00
2007	T-3406	125	91,61
2007	T-4189	114	91,14
2007	T-819	228	81,03
2007	T-4150	229	83,87
2007	T-819	216	87,04
2007	T-609	162	74,43
2007	T-875	204	77,86
2007	T-819	175	30,14
2007	T-875	328	93,66
2007	T-4974	290	96,25
2007	T-3406	92	93,98
2007	T-4974	146	80,23
2007	T-474	188	52,71
2007	T-819	67	95,27
2007	T-487	229	52,00
2007	T-474	138	92,03
2007	T-4189	55	21,83
2007	T-4188	203	93,98
2007	T-4189	168	8,99
2007	T-3178	340	78,74
2007	T-3178	45	89,43
2007	T-3188	3	54,09
2007	T-2235	10	95,27
2007	T-2488	223	94,53
2007	T-2235	141	78,36

2007	T-819	303	85,07
2007	T-2488	56	78,74
2007	T-2235	240	94,54
2007	T-1850	35	80,32
2007	T-3406	322	87,07
2007	T-819	256	74,35
2007	T-4974	319	79,65
2007	T-487	434	69,00
2007	T-819	106	59,51
2007	T-474	34	2,94
2007	T-2473	227	80,29
2007	T-875	151	42,50
2007	T-3389	6	84,57
2007	T-4189	115	79,39
2007	T-2235	116	83,59
2007	T-2235	25	8,78
2007	T-2235	22	99,07
2007	T-474	341	94,04
2007	T-819	98	46,54
2007	T-4974	260	97,65
2007	T-3178	192	26,04
2007	T-3406	341	92,50
2007	T-3406	263	96,05
2007	T-2488	184	42,50
2007	T-1007	11	62,07
2007	T-1850	92	91,74
2007	T-875	161	90,50
2007	T-2235	69	99,38
2008	T-264	132	10,00
2008	T-264	213	18,42
2008	T-264	238	96,44
2008	T-264	18	93,65
2008	T-264	309	93,44
2008	T-11967	1	76,00
2008	T-9586	1	76,00
2008	T-8308	1	76,00
2008	T-6024	1	45,21

2008	T-10577	1	76,00
2008	T-7296	1	76,00
2008	T-12077	1	42,51
2008	T-12451	60	12,22
2008	T-12096	1	39,95
2008	T-470	74	60,60
2008	T-10136	1	100,00
2008	T-12072	1	100,00
2008	T-3924	1	96,00
2008	T-8715	25	23,31
2009	T-5065	6	79,22
2009	T-13629	1	46,60
2009	T-12076	1	48,15
2009	T-1618	1	87,10
2009	T-10642	1	15,12
2009	T-15071	1	35,00
2009	T-5607	1	35,00
2009	T-8156	1	35,00
2009	T-13741	1	35,00
2009	T-12187	1	35,00
2009	T-10688	1	35,00
2009	T-9454	1	35,00
2009	T-4408	1	35,00
2009	T-6860	1	35,00
2009	T-1700	1	35,00
2009	T-378	1	35,00
2009	T-1194	17	92,94
2009	T-11751	1	58,14
2009	T-6289	19	10,46
2009	T-2094	1	41,81
2009	T-2662	1	52,25
2009	T-6289	22	38,12
2009	T-12366	1	50,00
2009	T-617	1	76,00
2009	T-12520	1	76,00
2009	T-14083	1	76,00
2009	T-7689	1	39,38



2009	T-2042	1	60,00
2009	T-14744	1	41,80
2009	T-1194	54	38,41
2009	T-15424	1	76,00
2009	T-5903	1	76,00
2009	T-1952	1	76,00
2009	T-3275	1	76,00
2009	T-4689	1	76,00
2009	T-1326	1	100,00
2009	T-11744	1	100,00
2009	T-10239	1	100,00
2009	T-7427	1	100,00
2009	T-5282	1	100,00
2009	T-4175	1	100,00
2009	T-8684	1	100,00
2009	T-833	1	100,00
2009	T-6438	1	100,00
2009	T-2689	1	100,00
2009	T-5138	1	16,37
2010	T-11393	6	4,83
2010	T-700200000262	1	61,32
2010	T-700200000336	1	61,32
2010	T-700200000388	1	61,32
2010	T-3622	1	84,26
2010	T-2825	1	35,00
2010	T-1295	1	35,00
2010	T-8499	1	35,00
2010	T-14334	1	35,00
2010	T-3907	1	35,00
2010	T-5646	1	35,00
2010	T-7146	1	35,00
2010	T-13035	1	35,00
2010	T-9778	1	35,00
2010	T-11642	1	35,00
2010	T-8193	1	32,00
2010	T-13133	1	72,00
2010	T-2560	1	25,60

2010	T-3189	1	76,00
2010	T-700200000093	1	21,00
2010	T-6337	2	31,55
2010	T-6385	1	26,11
2010	T-170	3	83,11
2010	T-2599	1	33,80
2010	T-6006	1	76,00
2010	T-1644	1	76,00
2010	T-10142	1	76,00
2010	T-4271	1	76,00
2010	T-8866	1	76,00
2010	T-7513	1	76,00
2010	T-13682	1	50,00
2010	T-12196	1	50,00
2010	T-12329	1	50,00
2010	T-6362	1	48,94
2010	T-15265	1	50,00
2010	T-7997	1	50,00
2010	T-9104	1	50,00
2010	T-14773	1	47,59
2011	T-6032	1	51,48
2011	T-18605	36	97,42
2011	T-955	1	87,87
2011	T-10789	1	100,00
2011	T-8300	1	6,26
2011	T-9485	1	21,01
2011	T-17933	1	37,50
2011	T-2652	1	35,00
2011	T-15845	1	35,00
2011	T-17363	1	35,00
2011	T-1021	1	35,00
2011	T-6495	1	35,00
2011	T-10257	1	35,00
2011	T-8857	1	35,00
2011	T-7578	1	35,00
2011	T-12803	1	35,00
2011	T-14220	1	35,00

2011	T-5340	1	35,00
2011	T-4073	1	35,00
2011	T-12888	1	29,04
2011	T-12891	1	29,04
2011	T-15523	1	25,16
2011	T-12142	1	30,86
2011	T-4851	1	62,20
2011	T-12995	1	31,95
2011	T-17548	1	100,00
2011	T-7853	1	56,91
2011	T-3561	1	30,87
2011	T-18655	6	56,27
2011	T-5695	1	29,91
2011	T-11652	1	81,20
2011	T-367	1	71,69
2011	T-2345	1	50,00
2012	T-13122	1	17,34
2012	T-7811	1	79,66
2012	T-16372	1	7,50
2012	T-7812	1	79,83
2012	T-18714	1	55,39
2012	T-20086	1	35,00
2012	T-18746	1	35,00
2012	T-7238	1	35,00
2012	T-439	1	35,00
2012	T-1542	1	35,00
2012	T-11800	1	35,00
2012	T-5627	1	35,00
2012	T-3415	1	35,00
2012	T-10622	1	35,00
2012	T-9088	1	35,00
2012	T-14863	1	35,00
2012	T-13521	1	35,00
2012	T-14898	1	52,61
2012	T-11833	1	37,26
2012	T-20122	1	60,00
2012	T-18780	1	60,00

2012	T-13556	1	60,00
2012	T-12547	1	33,80
2012	T-18933	1	100,00
2012	T-15055	1	100,00
2012	T-13710	1	100,00
2012	T-7416	1	100,00
2012	T-622	1	100,00
2012	T-11993	1	100,00
2012	T-10820	1	100,00
2012	T-9269	1	100,00
2012	T-15991	1	10,72
2012	T-13215	1	18,54
2012	T-10189	1	49,60
2013	T-6995	1	98,10
2013	T-10417	1	25,61
2013	T-10422	1	63,79
2013	T-10442	1	45,51
2013	T-7384	1	35,00
2013	T-8820	1	35,00
2013	T-5854	1	35,00
2013	T-4622	1	35,00
2013	T-3237	1	35,00
2013	T-321	1	35,00
2013	T-4661	1	35,29
2013	T-3273	1	60,00
2013	T-357	1	60,00
2013	T-10431	1	88,68
2013	T-8170	1	45,77
2013	T-8171	1	45,93
2013	T-1293	1	7,79
2013	T-10183	1	15,95
2013	T-9145	1	45,83
2013	T-3815	1	44,63
2013	T-2680	55	25,83
2013	T-2680	54	25,82
2013	T-10628	1	33,00
<b>TOTAL</b>			<b>48 956,71</b>

**ANV LVD**

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2019	T-565	1	706--		24,48	Poursuite sans effet
2019	T-40	1	706--		48,91	Poursuite sans effet
2019	T-663	1	706--		0,36	Poursuite sans effet
2019	T-735	1	706--		932,41	Poursuite sans effet
2019	T-639	1	706--		37,20	Poursuite sans effet
2019	T-331	1	706--		117,96	Poursuite sans effet
2019	T-227	1	706--		30,36	Poursuite sans effet
2019	T-385	1	706--		59,40	Poursuite sans effet
2019	T-737	1	706--		16,26	Poursuite sans effet
2019	T-515	1	706--		37,56	Poursuite sans effet
2019	T-466	1	706--		54,48	Poursuite sans effet
				<b>Total</b>	1 359,38	

## ANV RPVI

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2019	T-74	1	7083--	X	106,40	Poursuite sans effet
2019	T-62	1	7083--	X	95,40	Poursuite sans effet
2019	T-24	1	7083--	X	444,78	Poursuite sans effet
				<b>Total</b>	<b>646,58</b>	

## BA LVD - Créances éteintes

Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2020	T-150	1	706--		103,20	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2019	T-300	1	706--		654,00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2019	T-314	1	706--		720,00	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2021	T-94	1	706--		139,92	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2021	T-109	1	706--		109,44	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2020	T-253	1	706--		178,20	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2022	T-9	1	706--		101,40	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2020	T-228	1	706--		84,12	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2022	T-2	1	706--		84,12	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
				<b>Total</b>	<b>2 174,40</b>	

***Demandes de remises gracieuses concernant l'amende fiscale de la taxation d'une infraction à la législation régissant les autorisations de construire (Taxe d'Aménagement / TDENS-CAUE)***

PART DEPARTEMENTALE			
N° de déclaration DDTM	Montant de la taxe	Montant des remises gracieuses sollicitées	Courrier de demande de remise gracieuse
4013	2 142,00	1 714 €	13/04/2022
4024	653,00	522 €	06/10/2022
4030	1 960,00	1 568 €	17/08/2022
4031	565,00	452 €	17/10/2022
4028	2 289,00	1 831 €	15/10/2022
4032	2 259,00	1 807 €	03/11/2022
4037	599 €	479 €	31/07/2022
4039	1 957 €	1 566 €	22/03/2023
4044	550 €	440 €	01/06/2023
4046	682 €	546 €	25/05/2023
4047	664 €	531 €	13/06/2023
4048	1 328 €	1 062 €	15/06/2023
4051	304 €	243 €	23/08/2023
<b>TOTAL</b>		<b>12 761 €</b>	



**CREANCES ETEINTES 2023***Liquidations judiciaires*

<b>Exercice</b>	<b>N°Titre</b>	<b>N°Ordre</b>	<b>Montant restant dû</b>
2019	T-18086	1	54 026,76
2019	T-4438270315	1	376,09
2015	T-700600000045	1	1 623,17
2016	T-700600000009	1	3 471,18
2009	T-1194	27	3 519,43
2006	T-700700000011	1	4 005,21
2016	T-700600000032	1	1 825,78
2013	T-700600000040	1	2 076,52
2012	T-700600000010	1	1 200,72
2012	T-700600000054	1	1 320,48
2013	T-700600000014	1	1 346,88
2012	T-700600000012	1	6 822,48
2012	T-700600000011	1	6 203,72
2014	T-700600000002	1	7 022,12
2011	T-700600000023	1	1 130,40
<b>TOTAL</b>			<b>95 970,94</b>

**CREANCES ETEINTES 2023***Rétablissement personnel suite Commission de surendettement*

<b>Exercice</b>	<b>Référence de la</b>	<b>N° ordre</b>	<b>Montant restant</b>
<b>Exercice</b>	<b>N°Titre</b>	<b>N°Ordre</b>	<b>Montant restant dû</b>
2017	T-13979	1	421,57
2017	T-18692	1	1 124,84
2017	T-18691	1	680,37
2010	T-4726	7	362,98
2021	T-4648	1	445,53
<b>TOTAL</b>			<b>3 035,29</b>



## DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE  
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE  
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE  
SERVICE APPUI AUX POLITIQUES PUBLIQUES  
ECONOMIE

### CONVENTION DE DONATION

*Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,*

représenté par son Président, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de l'assemblée départementale en date du

d'une part,

*Et la Fondation Université Côte d'Azur,*

représentée par son président, Mathieu GAROTTA, dont le siège est situé dans les locaux d'Université Côte d'Azur sis 28 avenue Valrose, 06103 Nice Cedex 2, ci-après dénommée « la Fondation UCA »

d'autre part.

### PREAMBULE

Les statuts de la Fondation ont été validés par le ministère de l'Enseignement Supérieur et font l'objet de l'arrêté rectoral n°2017-07 du 15 juin 2017 portant création de ladite Fondation, prorogé le 19 juillet 2022 pour une durée de 5 ans supplémentaire.

L'Université Côte d'Azur a l'ambition de renforcer sa compétitivité et son attractivité pour se situer dans l'élite des universités européennes. La diversification de ses moyens financiers et un ancrage plus spécifique à son territoire et à sa dynamique de croissance économique sont parmi les plus importants de ces facteurs de compétitivité. Elle entend par ailleurs, contribuer plus directement au développement et au rayonnement international du territoire sur lequel elle intervient.

La création de la Fondation UCA constitue dès lors un acte d'ouverture à son environnement pour Université Côte d'Azur.

La Fondation UCA est l'outil stratégique de levée de fonds destinés au financement de projets innovants au service de son territoire. Relais de diffusion de la connaissance, espace d'échanges entre recherche académique, société civile et monde de l'entreprise, la Fondation UCA propose également un programme d'actions pour réduire les inégalités entre les étudiants, favoriser leur réussite et faciliter leurs études, leur quotidien et leur intégration.

La Fondation UCA propose aux entreprises et aux collectivités de s'associer à ses activités qui permettront de développer des programmes importants d'investissement sur leur territoire.

Pour accompagner son engagement en faveur des actions menées par la Fondation en lien avec les actions qu'il porte dans les domaines du numérique, de l'IA, de la santé, de la solidarité et de l'environnement, le Département décide de faire une donation à la Fondation UCA.

Cette convention acte l'engagement du versement des fonds contribuant à augmenter la dotation constitutive de la Fondation UCA créée par Université Côte d'Azur dans le cadre de son renouvellement.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'attribution, au titre de l'année 2023, d'une donation à la Fondation UCA afin de soutenir le programme d'actions pluriannuel de celle-ci et de favoriser la coopération entre les signataires.

Par le biais de cette Fondation, Université Côte d'Azur propose aux collectivités et entreprises locales de s'associer à ses activités qui, au travers de la sollicitation de donateurs potentiels, permettront de développer des programmes importants d'investissement sur leur territoire :

- renforcer la relation entre le territoire et son université ;
- financer le développement économique du territoire ;
- financer le développement de l'Université sur le territoire de la collectivité ;
- financer des programmes de développement social sur le territoire.

Cet acte d'engagement financier confère au Département la qualité de membre donateur siégeant au Conseil d'Administration de la Fondation UCA.

### ARTICLE 2 : MONTANT DE LA DONATION

Le Département alloue à la Fondation UCA une donation de 20 000 €.

### ARTICLE 3 : THEMATIQUES DE COOPERATION

Les axes de coopération qui sont apparus répondre aux objectifs d'intérêt général du Département sont les suivantes :

- La santé, le bien-être et le bien vieillir,
- Le soutien aux jeunes talents,
- La transition écologique et énergétique (gestion des risques et résilience),
- Le Numérique et L'IA.

### ARTICLE 4 : MODALITÉS DE PAIEMENT

La donation de 20 000 € correspond à un versement unique à la signature de la présente convention. Le versement sera effectué sur demande écrite de la Fondation UCA.

Le Département ne pourra pas siéger au Conseil d'Administration de la Fondation UCA s'il n'a pas payé intégralement la somme qu'il s'était engagé à verser.

### ARTICLE 5 : DURÉE

La présente convention porte sur l'année 2023 et sera caduque au 15 janvier 2024.

### ARTICLE 6 : EVALUATION ET CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES FONDS

La Fondation UCA s'engage à faciliter, à tout moment, l'accès par le Département, à toutes les pièces justificatives attestant la réalisation des actions menées et tout autre document dont la production est jugée utile.

### ARTICLE 7 : DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Chaque partie conservera l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur ses propres logos, nom et marques ainsi que sur ses propres outils, documents, services, sites web.

Le contenu fourni par chacune des parties à l'autre partie restera la propriété de celle qui l'a fourni, le bénéficiaire étant autorisé à utiliser le contenu selon les modalités qui auront été expressément validées par la partie propriétaire lors de la remise.

La Fondation UCA se réserve le droit de proposer à d'autres partenaires la mise en place de contenus de même nature, de même que le droit exclusif d'utiliser les données dans le cadre d'établissement de relations avec d'autres acteurs, selon les modalités de son choix, à l'exclusion des données signalées comme confidentielles par le Département et en faisant apparaître les sources de l'information.

L'utilisation du nom et du logo du Département et de la Fondation UCA ne pourra se faire que sur des documents élaborés en commun et expressément validés par les deux parties.

Le Département et la Fondation UCA prendront toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements de l'information pour préserver la sécurité des données à caractère personnel conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

#### **ARTICLE 8 : COMMUNICATION**

Chaque partie s'engage à mentionner le nom, le logo et le concours des deux parties sur l'ensemble des supports de communication qui concerneront les opérations décrites à l'article 3 de la présente convention.

En fonction des opérations décrites à l'article 3, si la nature de ces dernières le permet, les parties pourront par ailleurs décider de mettre en avant le soutien qu'elles apportent aux actions conduites dans le cadre de la convention 2021, en invitant un ou plusieurs de leurs représentants aux événements.

Il est ici expressément convenu que l'obligation de communiquer mise à la charge des parties dans le cadre du présent article s'effectuera sans préjudice du degré d'implication et du niveau de contribution des autres partenaires qui participeront à la mise en œuvre des opérations contenues au plan d'actions.

#### **ARTICLE 9 : RESILIATION**

Cette convention peut être résiliée, après mise en demeure préalable pour défaut d'exécution des obligations contractuelles par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier précisera le délai de résiliation de la convention.

#### **ARTICLE 10 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS**

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveront entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront portées devant le tribunal administratif de Nice (adresse postale : 18 av. des Fleurs - 06000 Nice ou site de téléprocédures : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

#### **ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

##### **11.1. Confidentialité**

Les informations fournies par le Département et tous les documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Les informations fournies par la Fondation UCA et tous les documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété de la Fondation UCA.

Tous les documents et les données récoltés via tous les logiciels, mails, fiches de liaison, sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les cocontractants s'engagent à prendre toute précaution utile afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Les cocontractants s'engagent à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par leur personnel et leurs sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de la mise en œuvre des actions, objet de la présente convention de coopération ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre la présente convention de coopération ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, ils s'engagent à :

- procéder à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si, pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de services, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées et réciproquement.

## **11.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL**

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits.

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement, conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Nice, le

En 2 exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental des  
Alpes-Maritimes

Le Président de la Fondation Université Côte d'Azur

Charles Ange GINESY

Mathieu GAROTTA

## ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (I) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en oeuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 — 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en oeuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en oeuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de tout faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audit.



**AVENANT**  
**A LA CONVENTION DU 31 DECEMBRE 1999**  
**ENTRE**  
**LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**  
**ET**  
**LE COMITE DES ŒUVRES SOCIALES,**  
**Relatif au financement du COS pour l'année 2023**

**Entre**

Le département des Alpes-Maritimes représenté par son Président en exercice, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié à cet effet au Centre administratif départemental, B.P. n° 3007 – 06201 NICE CEDEX 3, et autorisé à signer par délibération du

d'une part,

**et**

L'association du Comité des œuvres sociales (COS 06) représentée par son Président en exercice, autorisé à signer par délibération du conseil d'administration du 25 juin 2022

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

**ARTICLE unique :**

Le présent avenant a pour objet de modifier comme suit la convention du 31 décembre 1999 entre le département des Alpes-Maritimes et l'association du Comité des œuvres sociales (COS 06).

**L'article 6-2 de la convention du 31 décembre 1999 sera complété comme suit :**

« Au titre de l'exercice 2023, une subvention exceptionnelle est fixée à 53 867 €, au titre des dépenses engagées dans le cadre de l'accueil des mineurs non accompagnés sur la période du 26 avril au 22 juin 2023 sur le site du Fort de la Drète »

Fait à Nice, en trois exemplaires, le

Le Président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes,

Le Président du  
Comité des œuvres sociales